

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 18 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERRERIE DE ST JUST
BP 103 LA VERRERIE
42170 Saint-Just-Saint-Rambert

Références : UID4243-EAR-024-434
Code AIOT : 0006103490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 novembre 2024 dans l'établissement VERRERIE DE ST JUST implanté BP 103 42 170 Saint-Just-Saint-Rambert. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite programmée dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection et en suite du précédent rapport n°UID4243-EAR-22-412-RAP de visite du 21/09/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERRERIE DE ST JUST
- BP 103 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0006103490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La verrerie de St Just est une société faisant partie de l'entité SAINT GOBAIN GLASS du groupe SAINT GOBAIN. Le site d'activité concerné a vu le jour en 1826. À l'origine, il s'agissait d'une bouteille (fabrication de bouteilles champenoises). Dès 1865, l'exploitant abandonne cette

production de bouteilles pour se spécialiser dans le verre de couleur, soufflé à la bouche et notamment l'élaboration de vitraux. En 1949, le premier four de verre étiré est mis en place et en 1983 la verrerie devient une filiale du groupe St Gobain.

Elle emploie une cinquantaine de personnes.

Le site est spécialisé dans la fabrication de "verre étiré" (capacité de fusion de 10 t/j), de "verre soufflé" (capacité de 4 t/j) et de "fritte de coloration" (3,8 t/j).

Les agents affinants utilisés sont le sulfate de sodium, le trioxyde d'arsenic ou le trioxyde d'antimoine. Les agents stabilisants sont de la dolomie, des feldspaths, de la néphéline, du calcaire ou du carbonate de baryum.

La société réalise une coloration du verre dite "en bassin" c'est-à-dire en mélangeant les oxydes à l'état pur avec le mélange vitrifiable directement pendant la fusion.

Thèmes de l'inspection :

Eau de surface, eaux souterraines, Air, Bruit et vibrations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Étude technico-économique – Eau de refroidissement	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 10.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Stockage d'oxyde de Nickel	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Contrôle des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 8.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Maintenance des équipements – rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 9.2.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Gestion du risque accidentel – consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 7.6.5	Demande de transmission du POI sous 1 mois.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection attend les justificatifs relatifs à :

- sous 6 mois, un calendrier de mise en œuvre d'un plan d'actions de mise en conformité du site en matière de réseau de gestion des eaux ; la mise à jour du plan des réseaux ; le positionnement de conformité au regard de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du

30/10/07 modifié (rubrique 4711 ; régime Déclaration à terme) ; les éléments nécessaires à l'instruction d'une modification des débits nominaux de rejets atmosphériques du site ;

- sous 3 mois, la modification et du renforcement de son plan de maintenance afin de garantir la conformité des vitesses d'éjection (notamment, suivi et changement des filtres à manche) ; à la transmission d'un rapport de contrôle des nuisances sonores ;
- sous 1 mois, un calendrier de lancement et de réception de l'étude technico-économique sur la mise en circuit fermé du système de refroidissement en eau ; l'organisation documentaire permettant de satisfaire aux dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 05/10/2007.

L'inspection attend les actions correctives suivantes :

- avec un de délai d'exécution n'excédant pas 12 mois à compter du présent rapport, la mise en conformité des rejets des eaux industrielles ;
- sous 3 mois, celles réalisées en suite, le cas échéant, de nouvelle non conformité des vitesses d'éjection des rejets atmosphériques et celles pérennes, en prévention dans tous les cas, accompagnées de leurs modalités et calendrier prévisionnels ; la réalisation d'une campagne de mesure des nuisances sonores ;
- sous 1 mois, concernant l'organisation humaine et matérielle permettant de satisfaire aux dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 05/10/2007 ;
- dans le calendrier validé par l'inspection pour transmission de l'ETE, le positionnement étayé de l'exploitant sur les suites à lui donner.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">– l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,– les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)– les secteurs collectés et les réseaux associés – les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)– les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p><i>Rappelant par ailleurs les dispositions suivantes applicables tirées de l'Arrêté ministériel du 02/02/98 :</i></p> <p>Article 4</p> <p>[...] II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;-les secteurs collectés et les réseaux associés ;-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un</p>

traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 5 :

Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours »

Article 49

Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Un compte-rendu du 02/09/2024 de visite de l'établissement du 04/06/2024 concernant les eaux usées non domestiques, réalisé par Réalité Environnement missionné par Loire Forez Agglomération, rend compte d'un ensemble de non-conformités du site en matière de raccordement (n=16) et de rejet (n=5), telles que synthétisées en pages 26 et 27 du rapport.

Ce rapport a été présenté à l'exploitant le 23 septembre 2024.

Comme préconisé, un complément d'investigations de traçage par inspection télévisée (ITV) pour lever les incertitudes est programmé les 18 et 19/11/2024.

L'attention de l'inspection est notamment attirée sur la gestion des eaux industrielles dont deux canalisations sont identifiées comme se rejetant dans un puits.

L'exploitant prévoit d'adresser le rapport de 2008 du bureau d'étude INDRAY pour compléter les informations actuelles et à venir (ITV).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En suite, et dans le cadre, des diagnostics actuels réalisés avec l'appui de la collectivité, l'exploitant produit dans un délai de 6 mois un calendrier de mise en œuvre d'un plan d'actions de mise en conformité de son site ; le délai d'exécution pour les eaux industrielles n'excédera pas 12 mois à compter du présent rapport.

Le plan d'actions s'appuiera sur des données complémentaires en vue de prioriser la mise en œuvre (évaluations qualitative et quantitative des flux). Le calendrier prendra en compte des éléments préalables de faisabilité.

Par ailleurs, le plan des réseaux est mis à jour dans un délai de 6 mois conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 05/10/2007 et à l'arrêté ministériel du 02/02/1998, précédemment rappelés dans le cadre du présent point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Étude technico-économique – Eau de refroidissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 10.1.1 ; article 21 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003

Thème(s) : Risques chroniques, Suite de devis d'étude technico-économique (ETE) du 12/10/18 (ARCADIS)

Prescription contrôlée :

Une étude technico-économique sera réalisée sous 6 mois démontrant l'impossibilité de procéder à une mise en circuit fermé totale des eaux de refroidissement.

Étant par ailleurs rappelé l'article 21 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale (régime de d'Autorisation de la rubrique 2530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral sur la base d'éléments justificatifs présentés par l'exploitant montrant l'impossibilité ou la grande difficulté d'un refroidissement en circuit fermé.

Constats :

Concernant la réalisation d'une étude technico-économique (ETE), l'exploitant a indiqué par courrier du 16/12/2022 qu'« une remise à jour du devis sera effectuée début 2023 » ; dans son courriel du 01/03/2023, il indique cependant que, suite à impossibilité de mise à jour par le prestataire, « nous avons contacté un autre organisme que nous avons rencontré ce jour (ANTEA GROUP / IRH) ».

En synthèse, l'exploitant dispose désormais de deux devis (ANTEA 15,44 k€ TTC / SOCOTEC 20,60 k€ TTC) ; les bons de commande n'ont cependant pas été édités ; la prestation n'est ainsi pas encore programmée.

En synthèse de l'évolution des consommations, il peut être relevé :

Année	Volume prélevé (m ³)
2018	26 000
2019	27 000
2020 (non représentatif au regard de la crise sanitaire)	11 480
2021	18 000
2022	17 000
2023 (2 fours sur 4 en fonctionnement)	7 000
2024 (provisoire, à date de la visite)	5 600

Loire Forez Agglomération indique sa possibilité d'accompagnement dans le cadre de dépôt de dossier auprès de l'agence de l'eau, modulo les conditions d'éligibilité et les calendriers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Rappelant les points de contrôle des précédentes inspections (2018 et 2022) en application de la prescription objet du présent point de contrôle, il est attendu de l'exploitant la transmission sous 1 mois à l'inspection d'un calendrier de lancement et de réception de l'ETE. La transmission du rapport final devra comporter le positionnement de l'exploitant sur les suites à donner. Il est rappelé que l'avancement des démarches en matière d'ETE ne saurait attendre les périodes d'arrêt d'activités.

En l'absence de transmission sous 1 mois du calendrier précité, il sera fait application des sanctions prévues au Code de l'environnement (cf. articles L 171-8 et suivants).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Stockage d'oxyde de Nickel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique nomenclature

Article 2 : Les prescriptions reprises à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 5 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	AS, A ou D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2530	1a	A	Fabrication et travail du verre	Atelier "verre soufflé" : 4 t/j Atelier "frites" : 3,8 t/j	Capacité de production des fours de fusion et de ramollissement Dans le cas des verres sodocalciques	5 t/j	7,8 t/j
1150	5b	A	Stockage et emploi de substances et préparations toxiques particulières à base de composés du nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel), dichlorure de soufre	Monoxyde de nickel	Quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant	1 tonne	900 kg
1111	1e	D	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et préparations solides	Bichromate de potassium	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	entre 200 kg et 1 tonne	200 kg
1200	2c	D	Emploi ou stockage de combustibles (telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	Nitrate de soude : 3 000 kg Sous nitrate de bismuth : 150 kg	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	entre 2 t et 50 t	3150 kg
1220	3	D	Emploi et stockage d'oxygène	une cuve de 50 000 litres	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	entre 2 t et 200 t	57,8 tonnes
1450	2b	D	Emploi ou stockage de solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques	Poussière de zinc	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	entre 50 kg et 1 t	250 kg
2515	2	D	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installations de transport de matières premières	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	entre 40 kW et 200 kW	100 kW
2920	2b	D	Installations de compression et réfrigération	Puissance absorbée : ⇒ 7 compresseurs d'air	Puissance absorbée	entre 50 kW et 500 kW	67 kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Constats :

L'exploitant indique par courrier du 16/12/2022 : « notre stock étant à ce jour de 330 kg, nous restons sous le régime de l'autorisation sous la nouvelle rubrique 4711. Dès le passage du stock sous les 200 kg, nous pourrions faire une demande pour un passage en déclaration pour ce produit ».

Rappelant que les quantités restantes ne seront pas, reprises par revente au fournisseur, mais utilisées selon un rythme réduit en fonction de la production de frites, la synthèse de l'évolution du stock d'oxyde de Nickel est telle que :

Année	Quantité (kg)
2018	470
2019	400
2022	350
2024	288

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tel que demandé dans le précédent rapport, et selon le calendrier de décroissance du stock présent sur site, il est attendu sous 6 mois un positionnement de conformité du site en vu de son passage au régime de la Déclaration pour la rubrique 4711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, encadré par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/10/07 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4711, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 ou 4733 ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence des débits au point de mesure

Prescription contrôlée :

Article 5 : Les prescriptions reprises à l'article 3.2.4 de l'arrêté du 5 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 3.2.4 QUANTITES MAXIMALES REJETEES

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux maxi en kg/h	Conduit n°1			Conduit n°2
	"cheminée station"			"petite cheminée"
Installations en fonctionnement (atelier de)	Verre soufflé	Verre soufflé et frites	Frites	
Débit (m³/h)	3 000	6 300	3 300	1 900
Poussières	2,5	2,5	2,5	0,2
Oxydes de soufre (exprimée en dioxyde de soufre)	2	2	2	2
Oxydes d'azote (exprimée en dioxyde d'azote)	20	20	20	
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore, y compris les chlorures d'étain et de titane (exprimés en HCl)	2	2	2	0,2
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)	0,3	0,3	0,3	
Composés organiques volatils totaux Substances à phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60 et R. 61 Composés organiques volatils halogénés étiquetés R. 40	15	15	15	
Flux maxi en g/h	Conduit n°1			Conduit n°2
Métaux et composés de métaux (sous forme gazeuse et particulaire)				
cadmium et ses composés	10*	10*	10*	5
mercure et ses composés				
thallium et ses Composés				
Somme des métaux (exprimée en Cd + Hg + Tl)				
<i>NOTA : pour les verres sodocalciques la valeur limite peut s'appliquer uniquement au cadmium si l'exploitant démontre que les matières premières utilisées contiennent des quantités négligeables de mercure et de thallium.</i>				
<i>* flux total Cd + Hg + Tl</i>				
Somme des métaux : arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés (exprimée en As + Co + Ni + Se)	50*	50*	50*	10
<i>NOTA : cette valeur limite ne s'applique que durant les périodes de fabrication de ce type spécifique de verre.</i>				
Plomb et de ses composés (exprimée en Pb)	100*	100*	100*	5
Somme des métaux : antimoine, chrome total, cuivre, étain, manganèse, vanadium et de leurs composés (exprimée en Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V)	50	50	50	20
<i>NOTA : pour les verres sodocalciques la valeur limite peut s'appliquer uniquement à la somme des métaux suivants : Cr total, Sn, V si l'exploitant démontre que les matières premières utilisées contiennent des quantités négligeables de Sb, Cu et de Mn.</i>				

* des valeurs supérieures sont admises sous réserve du respect de l'article 9.2.1.1.1 ci-après (autosurveillance sur prélèvement représentatif en continu)

Constats :

En suite de la précédente visite l'inspection du 21/09/2022, l'exploitant n'a pas transmis de retour commenté de sur les valeurs de débits constatés.

Malgré une conformité en concentration et en flux, il est rappelé que les contrôles réalisés en 2018 et 2021 amènent à des résultats de mesures de débits relevés respectivement à 27 400 m³/h et 12 800 m³/h sur le conduit 1.

Quels que soient les ateliers (verre soufflé ou frites) ou leur cumul (verre soufflé et frites), ces valeurs de débits sont largement supérieures à celles mentionnées à l'article 4 de l'arrêté complémentaire de 2010 (respectivement 3 000, 3 300 et 6 300 m³/h).

L'exploitant met alors à disposition une synthèse, sous forme de frise chronologique, les interventions réalisées associées aux activités du site. Ainsi différents raccordements d'équipements ont eu lieu postérieurement à l'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • de mettre à jour son synopsis de process sur les rejets canalisés (identification des différents postes captés ; points de prélèvement lors des campagnes de mesures ; modalités et choix de réglage des débits final en sortie et aux différents points captés); • de transmettre les commentaires associés aux résultats de la dernière campagne de contrôle inopiné de 2024 à leur réception ; • de proposer, en les justifiant, des nouveaux débits nominaux aux fins d'examen et de l'instruction par l'inspection d'une modification des valeurs mentionnées à l'article 4 de l'arrêté complémentaire de 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse de rejet
Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h.
Constats : En complément du point de contrôle précédent, il est constaté des vitesses de l'ordre de 6 m/s pour des débits supérieurs à 5 000 m ³ /h et de 3 m/s pour des débits inférieurs à 5 000 m ³ /h par le rapport de 2021. L'exploitant indique que ces vitesses non conformes peuvent être en lien avec un état de vieillissement des filtres à manche. Ceux-ci ont été changés en janvier 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet : <ul style="list-style-type: none"> • ses commentaires sur le paramètre "vitesse des rejets" à réception des résultats du contrôle inopiné de 2024 dernièrement réalisé ; • les actions correctives, <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1/ à réaliser au plus sous trois mois, en cas de nouvelle non conformité, ◦ et 2/ en prévention dans tous les cas, nécessaires pour fiabiliser les vitesses de rejets,

accompagnées de leurs modalités et calendrier prévisionnels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilités des unités de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir eu de période d'indisponibilité en dehors de coupures d'électricité très ponctuelles n'excédant pas quelques heures. Ces périodes ne sont cependant pas consignées (volume horaire et suivi des autres dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 05/10/2007).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En l'état actuel de la conduite d'exploitation, il ne peut être assuré formellement de la conformité des gestions des périodes d'indisponibilité en toutes circonstances. Ainsi, en l'absence de suivi particulier et de formalisation sur ces périodes, quelles qu'en soient les causes (maintenance, incident, accident), l'exploitant rend compte sous 1 mois de son organisation (humaine, matérielle et documentaire) permettant de satisfaire aux dispositions de l'article 8.1.4 de son arrêté préfectoral du 05/10/2007.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Maintenance des équipements – rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Filtres à manches

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 2.2.1 RÉSERVES DE PRODUITS</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique d'expérience un changement quinquennal des filtres à manche, le dernier ayant eu lieu en janvier 2024.</p> <p>En complément des deux points de contrôle précédents, l'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'un examen visuel des filtres est réalisé lors de l'arrêt des activités en août ; • qu'un examen de l'état des filtres est réalisé par le fabricant ; • qu'il est possible de monitorer les conditions de rejet <i>via</i> l'indicateur indirect "paramètre de mesure de dépression". <p>Il est enfin précisé le renforcement de l'équipe de maintenance par le recrutement à venir d'un nouveau salarié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intègre à la demande tirée du constat n°5 les suites à donner concernant les ajouts et modifications à opérer sur son plan de maintenance notamment aux fins d'approvisionnement en consommable (filtre à manche au cas précis).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Nuisances sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexe au dossier de régularisation ayant abouti au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesures des nuisances sonores date de 2016 (DEKRA).</p> <p>L'exploitant circonscrit par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de non-conformité en limite de propriété et en Zone à Émergence Réglementée (ZER) lors de la campagne de 2016 :

<ul style="list-style-type: none"> les modifications au regard d'activités antérieurement à l'origine de nuisances sonores (verre soufflé et verre étiré).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise une nouvelle campagne répondant notamment à l'article 7.6.5 de son arrêté préfectoral du 05/10/2007 ; il en communique le rapport sous 3 mois à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Gestion du risque accidentel – consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Révision du plan d'opération interne (POI)
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : En suite de la précédente visite d'inspection du 21/09/2022, l'exploitant devait communiquer son Plan d'Opération Interne (POI) <i>"dès sa finalisation, en synthétisant dans un courrier d'accompagnement les points ayant fait l'objet de modification ou d'ajouts"</i> . Ce POI révisé n'ayant pas été transmis, l'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none"> les conditions de révision de ce document pour le site (réalisation d'audits "risques industriels") ; la réalisation d'échanges avec les services du SDIS entraînant l'amélioration des conditions d'accès au site (clé) et à la prise d'eau de la réserve aérienne ; l'absence de possibilité de réalisation d'exercice avec le SDIS malgré les demandes. Les travaux actuels portent en suites des remarques du SDIS sur : <ul style="list-style-type: none"> la mise en place d'une alarme déportée au niveau du magasin dont la charpente apparente est bois ; la réalisation de FDS simplifiées aux fins d'opérationnalité lors des interventions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une copie de la version révisée du POI sera adressée à l'inspection sous 1 mois, en synthétisant dans un document d'accompagnement les points ayant fait l'objet de modifications ou d'ajouts au regard de la version précédente.
Type de suites proposées : Sans suite